

25-01-21

CONTRIBUTION DU SAEP À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP

Sur sa proposition de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre entreprises de presse

Préambule

Inscrite dans la loi Bichet révisée par la volonté des pouvoirs publics, contre l'avis du SAEP et d'autres institutions représentatives des éditeurs de presse, la péréquation est une mesure de soutien direct à la presse quotidienne. Elle trouve son origine historique dans un échange entre les groupements d'éditeurs majoritaires au sein du CSMP. La péréquation a ainsi été consentie aux éditeurs de la Presse Quotidienne Nationale par les grands éditeurs de Presse Magazine, en échange de leur maîtrise de la gestion de Presstalis permettant de couvrir un système de remises occultes dont ils s'étaient faits les heureux bénéficiaires. L'omerta sur les dérives salariales au sein de la messagerie comme dans ses filiales, dont l'impact négatif sur ses comptes avait fort à propos justifié la création de la péréquation, a fait partie de ce consensus jusqu'à l'explosion de l'entreprise.

Sous couvert d'une compétence technique irréprochable, et armé du rapport commandé au cabinet Mazars en avril 2012 et remis en juillet 2012¹, le CSMP avait formalisé la péréquation et établi, à l'époque du premier volet de la pièce « La descente aux enfers de Presstalis » en 2012, les solides bases d'une taxation inique du chiffre d'affaires des éditeurs de presse magazine dans leur ensemble au profit des intérêts du pouvoir économique et politique dans la presse quotidienne. L'Etat y fut déjà de ses largesses sur la bonne foi des acteurs principaux et de leur metteur en scène. Le deuxième acte se joua en 2016 avec, pour coup de théâtre, la découverte du trou abyssal creusé par tous ces tristes larrons dans les comptes de la messagerie. Quelques centaines de millions d'euros engloutis au frais du contribuable plus tard dans la liquidation définitive de Presstalis, retour à la case départ : France Messagerie ne peut financer le coût de distribution des quotidiens sans faire l'aumône.

Aujourd'hui 100 % de la presse quotidienne IPG est ainsi financée par l'Etat au moyen de subventions et d'aides diverses à la presse, dont la PQN s'arroge l'essentiel des subsides.

Démocratie et solidarité sont toujours les arguments nobles avancés lorsqu'il s'agit de mettre en place, au prétexte d'un intérêt commun illusoire, des mesures coercitives n'ayant pas de justification morale ou économique. Parce que si l'on peut considérer – et encore ! – que la

¹ Pour les jeunes stagiaires de l'ARCEP qui compileront ces lignes et qui ne seraient pas sortis de l'ENA, M. Marc Schwartz, co-signataire dudit rapport Mazars, fût aussi le conseiller culture du candidat Emmanuel Macron, chargé de conceptualiser une réforme de la distribution de la presse, puis le rédacteur de la loi Bichet révisée et votée par la majorité présidentielle en 2019. Pour être sûr d'obtenir la même chose, autant s'adresser à la même personne...

presse magazine naissante des trente glorieuses a pu profiter à l'époque du dense réseau de diffusion d'une presse quotidienne alors forte et dominante, ce n'est plus le cas depuis plus de vingt ans. La péréquation est ainsi une jambe de bois accordée à une presse quotidienne nationale nullement vacillante, pour lui éviter d'assumer elle-même les surcoûts liés à sa distribution. La presse quotidienne nationale est libre et indépendante parce que l'Etat garantit son financement ? C'est un point de vue original.

En ce qui concerne la seule péréquation, au vu du faible nombre de titres représentés, et de leur diffusion rapidement décroissante dans le réseau de diffusion de la presse imprimée, les surcoûts de distribution pourraient aisément être pris en charge par les propriétaires fortunés de la presse quotidienne, sans faire s'effondrer leurs valeurs boursières. Mais il semble que l'on n'aie pas osé les déranger avec ces broutilles...

Si les éditeurs de presse à centre d'intérêt que représente le SAEP sont depuis toujours opposés à la péréquation, c'est donc d'abord parce que ce mécanisme n'a pas de justification morale. Alors que personne ne contesterait la légitimité des taxes appliquées sur l'alcool ou le tabac au bénéfice de la Sécurité Sociale, la péréquation représente une ponction appliquée aux paraplégiques pour prendre en charge les non-voyants. Les éditeurs distribués par MLP ont démontré leur capacité à assurer la gestion d'une entreprise de distribution au plus près de leurs intérêts, et il est probable que la distribution de quotidiens IPG – à l'exclusion de quelques titres s'obstinant à paraître le soir – n'y entraînerait pas de surcoûts excessifs, du moins sans équivalence avec la ponction actuellement réalisée sur l'ensemble du chiffre d'affaires des éditeurs de magazines.

D'autre part, un autre motif de notre opposition de principe à la péréquation se trouve dans l'incidence économique que cette taxation opère sur le chiffre d'affaires des éditeurs de presse magazine. Il est trompeur de ramener cette taxation à son seul coefficient d'application aux ventes montant fort des titres, parce que ce petit pourcentage semble alors bien anodin. Mais les quelques dizaines de millions d'euros que représente la péréquation représentent un déficit de ressources conséquent et des emplois en moins dans la filière, dans un contexte difficile pour les petits et très petits éditeurs.

Et l'on ne peut que craindre une inflation de ce coefficient de péréquation en raison des facteurs de marché suivants :

- la baisse générale de diffusion des titres de presse à un rythme important, de l'ordre de 10 à 15 % par an, non compensée par une hausse équivalente de leur prix de vente, entraîne une baisse globale de chiffre d'affaires de la presse magazine sur laquelle est assise la péréquation. À surcoûts constants, le coefficient de péréquation ne peut qu'augmenter ;

- la baisse de la diffusion de la presse quotidienne, concurrencée de plus en plus par une diffusion numérique très économique pour le lecteur, entraîne inévitablement une hausse du coût relatif de sa diffusion sous forme imprimée dans l'ensemble du réseau.

On peut aussi s'interroger sur la légitimité aujourd'hui de faire prendre en charge par les éditeurs de presse magazine une assiette de surcoûts de distribution de la presse quotidienne imprimée sur tout le territoire national alors que la totalité de son contenu est directement mis à disposition de l'ensemble de la population via sa diffusion numérique. La baisse des coûts d'imprimerie de la presse quotidienne justifierait à elle seule qu'elle prenne en charge les surcoûts liés à sa distribution.

Enfin, un motif d'opposition du SAEP à la péréquation est qu'elle n'affecte que les éditeurs relevant d'une coopérative de presse, à l'exclusion de tout autre client des messageries.

Rappelant donc cette opposition de principe au mécanisme de péréquation, le SAEP appelle à la vigilance de l'ARCEP sur les points suivants :

- L'évaluation des surcoûts engendrés par la distribution des quotidiens doit être réalisée par l'ARCEP à l'exclusion de tout cabinet extérieur dont les conclusions pourraient être soumises à influence ou à omission volontaire – pour mémoire, les contrats occultes de rétrocession sur le chiffre d'affaires ayant entraîné l'aggravation de la situation de Presstalis, et qui ne pouvaient échapper à l'analyse des sociétés consultantes missionnées par le CSMP, n'ont jamais été portés à la connaissance des éditeurs dans leur ensemble au prétexte du désormais fameux « secret des affaires » –.

- La réunion à France Messagerie d'éditeurs qui sont contributeurs à la péréquation pour leurs magazines – bien que minoritaires pour cette activité vis-à-vis des autres éditeurs de presse magazine – et bénéficiaires de cette péréquation pour leurs quotidiens, amène à mettre en doute leur capacité à ne pas surévaluer les besoins face à la réalité des coûts. L'ARCEP doit apporter toute son attention au fait que France Messagerie s'est constituée sur les décombres de Presstalis, dont il pourrait subsister en écho au passé quelques modes de pensée et lignes de conduite peu compatibles avec l'intégrité des chiffres ni la limitation d'application des barèmes...

Dura lex sed lex... notre opposition de principe de nous interdit pas de répondre en détail à la présente consultation, et de suggérer en outre ci-dessous quelques méthodes originales d'assurer la prise en charge des surcoûts de distribution de la presse quotidienne :

1) Il est possible d'en proposer la prise en charge totale à la Coopérative des Quotidiens au pro-rata de la diffusion des titres qu'elle représente, et d'en épargner le reste de la filière. Pour les propriétaires des titres de Presse quotidienne nationale, il s'agit d'un coût marginal qui leur permettrait d'affirmer à bon compte leur défense de l'intérêt du réseau de diffusion de la

presse imprimée au service de la démocratie. Oui, la presse quotidienne libre et indépendante vous aime !

2) Ayant englouti des centaines de millions d'euros dans l'effondrement de Presstalis, l'Etat pourrait offrir le montant annuel des surcoûts de distribution de la presse quotidienne à ses partenaires de communication de la presse IPG, déjà amplement sous perfusion des subsides du contribuable français. Un peu plus, un peu moins... cela ne ferait guère de différence vu la nécessité probable pour lui de renflouer à nouveau régulièrement à l'avenir la messagerie des quotidiens.

3) Pour légitimer la péréquation, il a été avancé que la presse magazine bénéficie physiquement du réseau constitué pour diffuser la presse quotidienne et de sa capillarité. Dans ce sens, il serait tout aussi légitime d'élargir l'assiette de recouvrement de la péréquation à l'ensemble des acteurs économiques représentés chez les diffuseurs de presse. En effet, l'acheteur de sandwich voire le buveur de café-calva, le fumeur de Gitanes, le joueur de Loto, le lecteur d'Astérix et autre rédacteur de carte postale seraient sans doute heureux de contribuer à la démocratie et à la santé de la presse quotidienne de leur pays via leur point de vente, et reconnaissant d'accéder aux bienfaits de la consommation de produits divers grâce à la valeur incontournable du Monde ou du Figaro dans le débat démocratique national.

CONTRIBUTION DU SAEP AUX QUESTIONS DE LA CONSULTATION

Question n°1

SPPS doit être exclu de l'assiette de calcul du montant de la péréquation. comme la totalité du niveau 2.

- Nous avons suggéré dans une précédente contribution que la diffusion des magazines non IPG produits par les éditeurs de presse quotidienne IPG soient clairement distincts dans l'économie et la gestion de France Messagerie, les magazines relevant alors du droit commun applicable aux seuls magazines et ne pas être alignés sur les barèmes de presse quotidienne IPG dont ils sont normalement exclus. Par le passé cette distinction a rarement été claire, avec des zones de flous dont nous ne pouvons que craindre la permanence, la tendance de la monnaie étant toujours de couler vers le point le plus bas. L'établissement d'une péréquation équitable impose à l'évidence cette distinction.
- Inclure SPPS dans le montant de la péréquation constituerait une subvention supplémentaire à la diffusion de la presse quotidienne, et aux éditeurs de magazines distribués par France Messagerie, d'autant que l'on peut considérer que cette plateforme sert aujourd'hui davantage à la diffusion de magazines qu'à la diffusion de quotidiens.

Questions n°2/3/4/5/6/7/8/9/10/11/12

Il est surprenant de voir soumis à réflexion le mode de calcul alambiqué du CSMP portant sur des exclusions de certains surcoûts (méthode des surcoûts évitables), parce qu'il est toujours possible d'en oublier qui ne seraient pas clairement identifiés. L'évaluation d'un niveau 1 élargi à SPPS par le CSMP était déjà suffisamment tendancieuse pour constituer une source d'injustice, ne serait-ce que vis-à-vis des éditeurs MLP.

Certes, un décalque du rapport Mazars de 2012 dans une perspective de continuité spatio-temporelle avec l'article de la loi Bichet, révisée en 2019 par le même rapporteur, relève d'une logique certaine. Mais, objectivement, nous souhaiterions voir l'ARCEP rompre le consensus précédent réuni au sein du CSMP qui avait fait de l'activité de Presstalis et de sa filiale SPPS le référent du montant global d'une péréquation très largement surévaluée, malgré tous les pseudo-garde-fous invoqués.

Aujourd'hui la logistique de distribution obéit à des règles simples et précises, très largement répandues dans des secteurs d'activités très divers, et qu'il est facile d'adapter au cas particulier de la presse.

France Messagerie comme MLP étant obligés de soumettre à l'ARCEP des barèmes qui couvrent leurs frais de distribution, il est possible de disposer d'un référent filière. Mais celui-ci n'est pas forcément le moins-disant en matière de logistique pure.

L'ARCEP est en mesure d'établir un référentiel de coûts, tant pour les magazines que pour les quotidiens, qui constituerait un objectif d'alignement de l'activité de France Messagerie au prorata des deux types de publications que distribue cette messagerie. Il sera alors facile d'identifier très précisément les surcoûts véritables engendrés par la diffusion des quotidiens vis-à-vis des coûts de la diffusion des magazines, sans considération de la messagerie qui l'opère.

À une méthode CSMP/Mazars>ARCEP soustractive, sur une base biaisée et avec quelques additifs, nous suggérons de substituer une méthode additive impartiale. Il est facile de comparer poste par poste ce qui est commun entre une prestation logistique standard, la diffusion de la presse quotidienne et de la presse presse magazine, puis ce qui est spécifique à la presse dans son ensemble et enfin ce qui est spécifique à la presse quotidienne (y compris ce qui est spécifique des seuls titres de presse quotidienne du soir ou du dimanche), pour le rapporter à l'activité correspondante en terme de volume et de poids, en tenant compte du chiffre d'affaires généré. Une telle grille de lecture serait difficilement contestable.

Questions n°13/14/15/16

Etant opposés à la péréquation, nous considérons que le 3° de l'article 18 de la loi Bichet conduit à une impasse. La révision de la loi Bichet a obéi à l'urgence à trouver une issue concernant la faillite inéluctable de Presstalis, mais la péréquation ne s'y est faufilée qu'à la

demande des majors de la presse quotidienne nationale en accord avec l'Etat. Pourtant, l'équation s'est déjà inversée depuis longtemps, et c'est la presse magazine qui permet à la presse quotidienne d'être présente dans un réseau vivant et attractif.

En effet, il serait impossible pour un diffuseur de presse de faire vivre son point de vente s'il n'avait que les quotidiens pour seule ressource. Si le réseau peut encore compter sur une certaine capillarité sur le territoire national, c'est bien grâce à la presse magazine qu'elle le doit, et notamment grâce à la presse magazine à centre d'intérêt qui conserve une quasi-exclusivité de son activité commerciale sur le support papier, et permet ainsi au diffuseur de presse de disposer de recettes exclusives. Il ne reste dans les points de vente qu'un carrousel de presse quotidienne généralement bien peu garni. Imposer à la filière de prendre en charge une livraison l'après-midi de deux exemplaires d'un quotidien du soir dans un point de vente est une gabegie, qui n'est d'ailleurs plus assurée que dans les grandes villes.

Le retrait progressif de la Presse quotidienne nationale du réseau de distribution de la presse est largement enclenché et probablement sans retour en arrière, dans un contexte où l'information politique et générale est en mesure d'être beaucoup plus largement diffusée par de multiples canaux numériques que par le réseau physique de diffusion de la presse imprimée.

Les surcoûts de diffusion de la presse quotidienne sont principalement associés à des charges incompressibles qui devront être amorties sur un volume d'affaires de la presse magazine en baisse régulière. Telle qu'actuellement définie, la péréquation n'aurait d'autre issue que de réviser constamment à la hausse le coefficient assurant sa récupération intégrale sur le chiffre d'affaires de la presse magazine. Et l'on peut craindre que l'ensemble de la taxation des magazines (TVA réduite + péréquation) devienne supérieure à la TVA sur les produits culturels, justifiant la conversion massive de ces publications en produits hors presse.

L'Etat ayant choisi de se draper dans l'étendard de la démocratie citoyenne en défendant une priorité donnée à la presse quotidienne IPG dans un réseau de diffusion de presse exsangue – en dépit de l'évidence de l'impasse économique que constitue ce choix discutable –, nous supposons qu'un subventionnement des surcoûts de diffusion de la presse quotidienne sera substitué à la péréquation au fil du temps et de l'évolution du marché, d'autant que ces coûts sont marginaux dans le contexte global des aides à la presse.

Il serait utile que cette évolution intervienne à très court terme, pour ne pas handicaper la – très faible – capacité de résilience de la presse magazine à centre d'intérêt et des entreprises qui la produisent.